



Cette édition sur les élections municipales est commanditée par Tim Hortons,
2139 Rue L'Annonciation Sud,
Rivière-Rouge, QC J0T 1T0

Édition spéciale

Chapeau aux candidates et candidats!

D'aucuns conviendront que nous vivons à une époque difficile pour les personnes qui choisissent la vie publique, et cela peu importe leurs orientations politiques. Aujourd'hui, sortir de son mode de vie de simple citoyen pour s'exposer à la critique et parfois à des excès qui peuvent porter atteinte à sa vie privée, voire à la diffamation, requiert beaucoup de courage, de convictions et d'engagement. Cette situation est exacerbée pour les femmes, les Autochtones et les personnes des minorités visibles qui se lancent en politique. On le sait certaines plates-formes de médias sociaux ont un effet dévastateur sur l'engagement en politique, si bien que dans plusieurs municipalités du Québec, les candidats sont réélus sans opposition ou pire encore, les postes restent vacants. Pour cette élection municipale, Rivière-Rouge fait exception. Un seul poste de conseiller, celui que détient Alain Otto dans le district 4, n'a pas d'opposition. Nous tenons à le féliciter et à lui souhaiter bonne chance pour les quatre prochaines années de son nouveau mandat.

Le Comité des Citoyens de Rivière-Rouge lève son chapeau à ces femmes et ces hommes qui sont prêts à prendre des risques pour que l'exercice démocratique se réalise pleinement. Au cours des entrevues que nous avons menées avec les candidates et candidats, nous avons noté le même attachement à la ville qui les a vu naître ou à celle qu'ils ont adoptée. Nous avons noté la même détermination à la faire briller, bien que les chemins pour y parvenir soient très différents. Nous tenons à les remercier pour la générosité dont ils et elles ont fait preuve au moment de partager leurs idées et de la confiance qu'ils nous ont témoignée en nous révélant leurs histoires, souvent personnelles. Ces entrevues nous ont permis de découvrir la personnalité des citoyennes et citoyens de Rivière-Rouge qui sollicitent votre appui le 7 novembre prochain.

Quelques soient les résultats, le jour des élections municipales ne marque pas la fin de l'exercice démocratique; c'est plutôt le début d'une nouvelle étape. À ceux et celles qui ne gagneront pas leur pari au soir du 7 novembre, rappelez-vous que vos idées et vos points de vue méritent toujours d'être entendus par les élus. Les membres du Comité des Citoyens qui participent aux séances du conseil municipal en présentiel ou sur Facebook en direct se demandent constamment où sont ces gens qui voulaient contribuer au développement de leur ville. **Ne nous laissez pas seuls à tenir le flambeau.** Le même message s'adresse à ceux et celles qui choisissent l'Internet pour exprimer leur frustration et leur mécontentement. Ayez le courage de vos convictions et exprimez-vous ouvertement et dans le respect. Posez vos questions aux élus-es, cherchez les réponses auprès des personnes qui détiennent l'information fiable. Il est temps de considérer une nouvelle approche plus directe et plus ouverte. Enfin, cette élection marque le début d'une nouvelle ère dans l'histoire de la vie politique municipale de Rivière-Rouge. Il est possible que le soir du 7 novembre, le conseil municipal qui sera formé accueillera des conseillères et des conseillers de vision et d'allégeances différentes, bien que toutes et tous se clament indépendants. En pareil cas, nous espérons que des terrains d'entente soient identifiés et, que là où ce ne sera pas possible, chaque conseillère et conseiller soit invité à s'exprimer et à voter librement en toute conscience. Est-il besoin de rappeler aux futurs élus-es qu'ils sont responsables devant les citoyennes et citoyens de Rivière-Rouge avant tout? Dans un système démocratique, le pouvoir est ultimement entre les mains de la population. Citoyennes et citoyens de Rivière-Rouge, affirmez votre pouvoir, allez voter en grand nombre le 7 novembre prochain!

La Pause Café plutôt qu'une Soirée pré-électorale

À l'automne 2017, alors que personne ne pouvait s'imaginer que le monde basculerait en pleine pandémie un peu plus de deux ans plus tard, le Comité des Citoyens avait réuni sur une même scène les candidates et candidats à l'élection municipale. Au cours de cette Soirée pré-électorale, les candidats avaient été invités à se présenter et à parler de leurs programmes. La formule ne se prêtait pas aux débats entre candidats. Plus de deux cents personnes étaient venues les entendre.

Quatre ans plus tard, la quatrième vague de la pandémie de la COVID-19 afflige toujours la population. En conséquence, le conseil d'administration du Comité des Citoyens a choisi de rencontrer les candidates et candidats séparément plutôt que d'organiser un événement public qui réunirait un grand nombre de personnes et qui obligerait la vérification du passeport vaccinal de chaque membre de l'auditoire.

Des entrevues individuelles avec les candidats sur des sujets d'intérêt public choisis par le conseil d'administration de l'organisme ont été filmées. Ces entrevues leur ont donné amplement le temps de s'exprimer et de faire connaître leurs points de vue sur des sujets de l'heure. Pour des fins d'éclaircissement, nous avons quelques fois demandé des questions additionnelles. Les résumés de ces entrevues sont présentés à l'intérieur de cette édition spéciale de La Pause Café. Nous avons inclus uniquement les éléments de la discussion qui étaient pertinents aux questions posées. La convivialité des échanges a parfois mené à des sujets ou des détails qui n'ajoutaient rien aux réponses recherchées.

Puisque nous n'avons fait aucune vérification sur l'exactitude des données ou des faits présentés par les candidates et candidats, nous invitons nos lecteurs à faire eux-mêmes les vérifications nécessaires.

Voici les questions qui ont été posées à tous les candidates et candidats:

1. Parlez-nous de vous, en quoi votre parcours vous prépare-t-il à remplir votre fonction de conseiller/

maire de façon adéquate et de vous permettre d'être au service de la population?

2. Pour les candidats à la mairie: Quel est votre style de leadership? Quel genre de politique souhaitez-vous exercer?

3. Pour les candidats-es aux postes de conseillers-ères, parlez nous des enjeux qui touchent particulièrement le district que vous souhaitez représenter.

4. Quelle place occupe la lutte aux changements climatiques dans votre programme ou dans vos projets d'élu-e? Si vous demandez un deuxième mandat : qu'avez-vous fait au cours des quatre dernières années pour lutter contre les changements climatiques?

5. Que comptez-vous faire pour attirer et retenir les jeunes au sein de notre municipalité? Pour les candidats à la réélection: Qu'avez-vous fait au cours des quatre dernières années à ce sujet?

6. La pénurie de main-d'œuvre touche toutes les régions du Québec et du Canada. Comment comptez-vous vous attaquer à cette réalité?

7. Bien que plus d'une soixantaine de logements seront construits au cours de 2022, la pénurie de logements abordables ou à prix modique est un autre problème auquel la population est confrontée. Quelles sont les solutions que vous envisagez pour y remédier?

Les candidates et candidats à l'élection municipale de 2021 sont les suivants:

Mairie: Denis Charette (sortant), Denis Lacasse

Conseillers-Conseillères

District 1: Daniel Forget, Johanne Thériault

District 2: Robert Lambertz (sortant), Pierre Alexandre Morin

District 3: Andrée Rancourt (sortante), Gilbert Therrien

District 4: Alain Otto (sortant)

District 5: Karine Bélisle (sortante), Claude Paradis

District 6: Sébastien Bazinet, Denis Brabant (sortant)

Après avoir communiqué avec tous les candidats, l'un d'entre eux a choisi de ne pas nous accorder d'entrevue. Il s'agit de Daniel Forget pour le district 1.

Candidat à la mairie - Denis Charette (sortant)

Denis Charette appartient à une famille fondatrice de Rivière-Rouge. Il y a toujours habité, sauf le temps de ses études. Il est éducateur spécialisé pour les personnes avec des déficiences intellectuelles ou vivant des problématiques de santé mentale ou d'itinérance. Il a aussi complété des études en administration des affaires avec un certificat de gestion des établissements de santé et services sociaux. Son travail était axé sur l'insertion sociale et en milieu de travail. En 2004, il est devenu gestionnaire dans le réseau de la santé et des services sociaux auprès des clientèles ayant des déficiences intellectuelles et des problèmes de santé mentale. En 2013, son intérêt croissant pour la ville et son développement s'est traduit par sa candidature comme conseiller. Son expérience d'éducateur auprès de la communauté l'a aidé dans son travail de représentation au sein de la ville. En 2017, il a voulu aller plus loin en mettant de l'avant des idées novatrices pour mieux optimiser, financer et réaliser de nouveaux projets, toujours dans l'optique d'améliorer la Ville de Rivière-Rouge. Il a donc annoncé sa candidature comme maire.

Parlant de son style de leadership, il dit qu'il aime travailler en équipe. Il adhère à la gestion collaborative parce qu'il croit que les points de vue des autres enrichissent les idées. Selon lui, il est important de respecter la mission des autres. Il soutient que les réunions de travail autour de la table du conseil donnent lieu à de grosses discussions. Nous lui avons demandé si c'était un choix délibéré de ne pas tenir de débats publics au cours des séances du conseil et de ne montrer que le résultat des discussions. Il a répondu que certaines personnes autour de la table du conseil étaient plus confortables de s'exprimer en petits groupes et préfèrent avoir toute l'information

avant la prise de décision. Souvent cela amène au report des points de l'ordre du jour. Pour avoir certains débats publics, il faudrait s'assurer de donner l'information complète, que le tout se déroule dans le respect et qu'il y ait consensus à la fin, ce qui n'est pas toujours le cas, précise-t-il. Nous lui avons demandé comment il voyait le déroulement des réunions du conseil si après le 7 novembre le conseil était composé de candidats élus de L'Alliance Citoyenne et d'autres qui se disent vraiment indépendants. Il a répondu qu'il est prêt à travailler avec des personnes qui ont des idées différentes. Il est important, dit-il, que les discussions soient constructives pour faire avancer les débats. On doit éviter d'avoir un conseil divisé aux dépens de la population, ajoute-t-il.

Sur les grands enjeux qui touchent la municipalité, Denis Charette mentionne d'entrée de jeu les ressources humaines ou la pénurie de main-d'œuvre. La situation affecte tant les petits commerces que les plus grands employeurs de Rivière-Rouge, soit le CISSS et IGA, dit-il. Il déplore que certains commerces soient forcés de fermer plus tôt. Il avoue qu'il faut trouver des façons différentes d'attirer la main-d'œuvre. Le deuxième enjeu est selon lui démographique. De 2017 à 2019, la ville a enregistré des diminutions de population entre 35 et 65 personnes par année. Heureusement, en 2020, 35 personnes sont venues s'établir à Rivière-Rouge. Nous devons être en mode "attraction" pour les jeunes familles, en offrant plus de services de qualité au niveau des activités à l'aréna, des places en garderie, des activités sportives, culturelles et de loisirs. Les gens ne vont pas venir vivre à Rivière-Rouge uniquement pour le travail; ils vont venir ici pour un mode de vie, dit-il. Il faut leur offrir un environnement agréable et des services. Nous n'avons pas de sport mineur parce qu'il y a moins d'enfants. Nous lui avons demandé si ces enjeux communs aux autres municipalités de la région pouvaient trouver une réponse au niveau régional. Il a répondu que ces questions sont débattues lors de la rencontre des maires qui survient 8 à 10 fois par année. Plutôt que de compétitionner entre nous, nous reconnaissons que certaines municipalités peuvent faire mieux à certains égards. Nominigue a un terrain de golf, L'Ascension a du ski de fond et Rivière-Rouge est considérée comme le centre commercial. On peut

s'entraider, confie-t-il. La somme de nos efforts nous rend plus forts.

Sur la lutte aux changements climatiques, il affirme que l'environnement va nous rattraper. Nous ne sommes pas affectés par les gaz à effet de serre (GES) comme les grands centres. Mais nous devons bien réfléchir sur ce que va être demain et agir maintenant. On ne doit pas attendre, pense-t-il. La mise en place des écocentres, les lumières DEL à l'aréna et les lumières de rue, la conversion des camions hybrides propane-essence pour qu'ils aient moins d'impact sur l'environnement sont des mesures adoptées en ce sens. Nous devrons considérer l'achat de véhicules électriques dans les années à venir, dit-il. Il ajoute que la patrouille verte permet de sensibiliser la population au recyclage et au compostage et qu'il faut supporter les commerces et les industries dans leurs efforts de compostage et de récupération. Il ajoute qu'il faut trouver des moyens de soutenir les restaurants qui offrent des mets à emporter pour qu'ils adoptent des couverts et des contenants compostables. L'enfouissement représente un coût important pour la ville, ajoute-t-il, comme c'est sur notre territoire il faut y être plus sensible.

En ce qui a trait à la jeunesse, la ville est un partenaire de Zone Emploi dont le mandat est d'accueillir et d'accompagner les jeunes dans leur parcours de vie scolaire, sociale et professionnelle. La ville les appuie financièrement et les élus participent à divers comités et à des activités de sensibilisation pour accueillir les jeunes. Par ailleurs, la ville a conclu une entente de cinq ans avec La Maison des jeunes de Sainte-Véronique pour la soutenir financièrement. Contrairement à la Maison des jeunes de L'Annonciation, celle de Sainte-Véronique n'a pas droit à un subvention au travers du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC). Denis Charette note que les Maisons des jeunes font une différence; il y moins de délinquance, moins d'errance et moins de méfaits sur le territoire. L'entente avec l'École Le Méandre pour le partage des installations et des services permettra de créer un milieu favorable pour les jeunes et les familles, ajoute-t-il. Il mentionne enfin un projet soutenu par le milieu pour l'embellissement de la cour de l'école du Christ-Roi à Sainte-Véronique auquel la ville contribuera à hauteur de 10 000\$. Le projet, totalisant 150 000\$, permettra d'ajouter de nouvelles infrastructures et des équipements ainsi que de la végétation. Des

subventions gouvernementales et des contributions du secteur privé couvriront une bonne partie des dépenses.

Concernant le manque de logements à loyer modique, il explique qu'il y a une grande pénurie de logements dans la région. Notre objectif est de créer du locatif sur le territoire, dit-il. Nous croyons qu'il y aura un déplacement des personnes qui en ont les moyens vers les nouveaux logements, libérant les logements plus abordables. Si les propriétaires procèdent à des rénovations à l'intérieur des logements existants, ils auront droit à un crédit de taxes pour les cinq prochaines années, comme c'est le cas pour les promoteurs des nouveaux édifices à logements, précise-t-il. Ces travaux de rénovation vaudront une plus-value aux bâtiments existants. Denis Charette ajoute qu'il existe des exemples de coopératives d'habitation donnant droit à des aides financières qui pourraient être reproduits à Rivière-Rouge. Les loyers sont plus abordables parce que chaque locataire doit participer à l'entretien du bâtiment. À une question posée sur les personnes sans abri à l'approche de l'hiver, Denis Charette a répondu que la ville participe au comité errance-itinérance dont fait partie cinq municipalités et des organismes de santé et de services sociaux, ainsi que L'Arc-en-Soi. Ce comité a permis d'engager un éducateur de rue. La ville a aussi contribué financièrement l'été dernier à un projet en intégration sociale et en intégration en milieu de travail.

Comme message principal à la population, Denis Charette commence en disant qu'après les récessions de 2001 et 2008, ceux et celles qui sont restés en poste à Rivière-Rouge, ont résisté à la tempête. On peut en être fiers, dit-il. Les actions et les décisions qui sont prises à la table du conseil, sont prises d'abord à titre de citoyens. Quand j'ai décidé de me présenter à la mairie, dit-il, j'ai voulu améliorer la ville en utilisant toute mon expérience de gestionnaire, de père de famille, de conjoint, et de "ti-cul" qui est venu au monde et a grandi ici. Je ne voulais pas faire de la représentation, je voulais plutôt m'asseoir à mon bureau pour penser à des projets à la hauteur de Rivière-Rouge et travailler avec les directeurs. Si on ne pense pas grand, on ne le sera jamais, admet-il. Tous les projets que nous avons mis de l'avant ont été financés à l'intérieur des budgets de la ville en utilisant les ressources financières, humaines et les infrastructures en place. Aux personnes qui

s'inquiètent de hausses de taxes en raison de gros projets qui sont sur la table, Denis Charette leur dit qu'il faut voir à long terme les effets de la vision et du rayonnement de la ville. Il y aura des retombées économiques de l'arrivée de plus de gens qui viendront s'établir sur notre territoire et ça va aider à financer les projets. Denis Charette se dit sensible à la réalité économique difficile de plusieurs citoyens. Sur 1131 municipalités au Québec, Rivière-Rouge est la 1093e la plus défavorisée, précise-t-il. Avant de se lancer dans quelques projets que ce soit, nous vérifions les subventions. Le projet de l'hôtel de ville sera subventionné à 70% et celui de l'usine de traitement d'eau pourrait l'être à 80%, ajoute-t-il. Nous avons reçu une subvention de 1,8 million de dollars pour la mise à niveau des chemins. Le budget de la ville est financé à 50% par des subventions, c'est-à-dire que nous recevons 6 millions en subventions gouvernementales. Les revenus en taxes totalisent 4 millions de dollars. En 4 ans, le compte de taxes a augmenté de 4,5% alors que l'indice des prix à la consommation a augmenté de 6,5%. On a choisi d'utiliser les surplus budgétaires pour éliminer les règlements d'emprunts plutôt que de réduire les comptes de taxes, explique-t-il. Il invite les citoyens à communiquer avec l'hôtel de ville s'ils ont des questions ou s'ils veulent vérifier des informations. Il dit qu'il veut travailler avec la population et espère que la population travaillera avec la ville.

En terminant, nous lui avons demandé quelle différence y a-t-il entre l'Alliance Citoyenne et le groupe Option Citoyens de 2017. Il a répondu qu'il n'y a pas vraiment de différence sauf qu'en étant une alliance de candidats indépendants la reddition de compte au directeur général des élections est plus simple. Il affirme qu'il n'y avait pas de ligne de partie pour Option Citoyens, comme ce sera le cas cette fois-ci. Les candidats de l'Alliance sont des gens de caractère avec des idées différentes. Il y aura encore beaucoup de discussions qui se prolongeront tard en soirée, conclut-il.

NDLR: Plusieurs éléments du programme de M. Lacasse ne se retrouvent pas dans ce résumé de la conversation parce qu'ils ont été annoncés officiellement plus tard le même jour. Nous invitons les lecteurs à consulter son programme pour en apprendre davantage.

Candidat à la mairie - Denis Lacasse



Natif de Sainte-Véronique, Denis Lacasse est un politicien d'expérience au niveau municipal. Il a été conseiller municipal pendant 21 ans et a servi sous quatre maires différents. Deux de ses mandats étaient comme conseiller au Village de Sainte-Véronique avant la fusion avec la municipalité de Marchand et le Village de l'Annonciation. Il a grandi au sein d'une pourvoirie qui, après avoir été vendue, est devenue la Pourvoirie Cécaurel. Avec son père, il est ensuite devenu rembiteur, puis est devenu propriétaire de l'entreprise familiale qu'il a fermée récemment. Pendant plus de 40 ans, il s'est impliqué dans la communauté, entre autres au niveau des loisirs et du défunt Club Optimiste dont il a été le président.

Parlant de son style de leadership, il se dit fonceur et sait reconnaître ses erreurs quand il en commet. Il veut donner l'heure juste à la population. Il ajoute qu'il est patient et à l'écoute et veut consulter la population avant de se lancer dans de gros projets. Il est fier de dire que son conseil serait vraiment indépendant et que les conseillers seraient libres de voter et de s'exprimer. Denis Lacasse précise qu'il a discuté de son programme avec certains conseillers qui l'ont appuyé. Nous lui avons demandé comment il gérerait un conseil mixte composé de conseillers qui l'appuient et d'autres issus de l'Alliance Citoyenne. Il a répondu que si le vote était égal, il trancherait et que si la majorité des conseillers votaient différemment de lui, il accepterait leur décision.

Il aimerait rétablir la période de questions du public au début des séances du conseil et inviter les directeurs des services de la ville à répondre aux questions. Selon lui, la ville ne devrait pas se lancer dans de grosses dépenses, comme dans le cas de l'achat de machinerie lourde, et devrait plutôt appuyer les

entreprises locales qui pourraient se charger des travaux publics. Il dit qu'il a décidé de revenir en politique municipale, particulièrement à cause de la vente du camping de Sainte-Véronique. Il admet qu'il est possible que la vente ait des conséquences positives, mais il déplore l'absence de consultation et le peu d'information communiquée à la population avant que les négociations aient été entamées avec les acheteurs. Il croit que la ville aurait dû expliquer le projet de vente à la population avant de commencer le processus. À son avis, le dossier du Parc régional Kiamika a été priorisé par le conseil qui continue de l'appuyer financièrement à hauteur de 60 000\$ par année. Il questionne d'ailleurs la présence de deux représentants de la ville sur le conseil d'administration du Parc, alors que l'un d'eux y travaille toujours. Le dossier du camping de Sainte-Véronique n'a pas reçu le même traitement que le Parc Kiamika, puisque le conseil a choisi de s'en départir.

Denis Lacasse estime qu'il y a plusieurs enjeux au sein de la municipalité. Il s'inquiète des nombreux bâtiments vides et du manque de loisirs et d'activités pour les jeunes qui devraient être financés à même le budget de la ville. Il est convaincu que le conseil actuel fermera la Bibliothèque de Sainte-Véronique s'il est réélu. Il croit que le mandat de la Société de développement commercial (SDC) doit être revu et qu'elle devrait mieux soutenir financièrement les commerçants locaux. Il faut trouver une solution au manque de restaurants dans la ville, dit-il. Cette réalité a un impact important sur les autres commerces. Il estime que l'on doit également soutenir l'achat et l'investissement local ainsi que les organismes communautaires.

Selon lui, les surplus annoncés par la ville devraient entraîner des diminutions et non des hausses de taxe. Il insiste sur l'importance d'examiner soigneusement les bilans financiers pour prendre des décisions plus éclairées. Il aimerait aussi savoir quel est le pourcentage de la taxe d'accise calculé par habitant sur des services comme l'eau et les égouts.

Concernant la lutte aux changements climatiques, Denis Lacasse pense que des pressions doivent être exercées pour contrer le projet de déménagement des bureaux de la SOPFEU de Maniwaki à Gatineau. Les incendies de forêt sont une menace pour notre région,

dit-il. Il souhaite aussi installer une borne de recharge publique pour véhicules électriques à Sainte-Véronique. En ce qui concerne les lacs, il propose de trouver des solutions permanentes au problème du myriophylle à épis et s'oppose à la construction d'une marina dans le Lac Tibériade.

Alors qu'il déplorait la diminution des services à Sainte-Véronique et préconisait la nécessité de donner un second souffle à ce secteur de la Ville de Rivière-Rouge, nous lui avons demandé s'il ne craignait pas que les citoyens des autres secteurs lui reprochent de vouloir devenir le maire de Sainte-Véronique. Il a répondu qu'il avait toujours travaillé dans l'intérêt de toute la ville. Sainte-Véronique fait partie de Rivière-Rouge et ce n'est pas en ayant un esprit de clocher qu'on fait avancer les choses, a-t-il dit. Il a toujours défendu les intérêts de toute la ville.

Sur la question de la rétention des jeunes, il propose de créer un comité avec le Centre de services scolaires des Hautes-Laurentides en vue de développer un programme d'activités parascolaires. Des stages payés en milieu de travail pourraient être mis sur pied pour les élèves du Secondaire 3 en vue de répondre aux besoins de main-d'oeuvre des commerçants.

À la question portant sur l'offre de logements locatifs, Denis Lacasse précise que le salaire moyen dans la MRC Antoine-Labelle se situe entre 30 et 35 000\$ par année et que c'est probablement moins à Rivière-Rouge. Des logements ayant des rentes mensuelles à près ou excédant 1 000\$ par mois ne sont pas à la portée de la majorité des citoyens. Mais avant même de construire des édifices à logements, il estime qu'il est urgent de faire les travaux nécessaires aux puits de la ville pour augmenter la qualité et la pression de l'eau. Enfin, nous lui avons demandé quel est le message qu'il souhaite transmettre aux citoyennes et citoyens de Rivière-Rouge. Il nous a répondu qu'il sera là pour eux, qu'il sera à leur écoute et près d'eux. Il veillera à faire avancer les dossiers et s'assurera que les conseillères et conseillers travailleront pour toute la ville et non seulement pour leurs districts respectifs. Il croit que l'accroissement de l'emploi doit se faire au niveau de toute la MRC, pas uniquement à Rivière-Rouge. Selon lui, plus ça va bouger dans notre région, plus les gens voudront y rester et s'y établir.

Candidates et candidats pour les 6 districts électoraux

District 1 - Johanne Thériault



Johanne Thériault est native de Montréal, mais habite Sainte-Véronique depuis plus de 35 ans. Son engagement dans la communauté a débuté au Centre de plein air Marie-Paule qu'elle a fréquenté d'abord comme participante, puis y est revenue pour occuper un grand nombre de fonctions d'animatrice à directrice. Elle y a travaillé pendant 10 ans. Elle a complété des études en tourisme et en administration. Johanne Thériault est une passionnée de voyages, de culture et d'histoire. Elle a aussi été gestionnaire à la ZEC Maison-de-Pierre à L'Ascension. Pendant 25 ans, Johanne Thériault a été directrice du Centre de la petite enfance Les P'tits Bourgeons. Plus récemment, elle a fait un retour comme agente de voyage et est aussi suppléante à l'École du Méandre. Bien avant que l'on parle d'écocentre, elle a joint un comité sur l'environnement en vue de faire de la récupération. Elle a été engagée au sein de nombreux conseils d'administration, mentionnons entre autres la Maison des jeunes de Sainte-Véronique, Signée Femmes et elle a représenté la communauté au sein du conseil d'administration de l'hôpital de L'Annonciation avant la fusion des deux hôpitaux. Elle a aussi siégé au Consortium jeunesse et à la Table de concertation sur la sécurité alimentaire de la MRC d'Antoine-Labelle. Elle était candidate indépendante aux élections municipales de 2017.

Johanne Thériault se décrit comme une femme très positive qui voit les solutions plutôt que les problèmes. Elle aime guider les gens dans cette direction. Pour elle, il est primordial d'inviter les citoyens à mieux communiquer, à être confiants et fiers. Elle croit qu'il est inutile de revenir en arrière, et

que la population doit regarder droit devant. Elle croit fermement au potentiel de Rivière-Rouge, mais ce potentiel se réalisera si toute la population s'y investit. Les sept personnes élues au conseil municipal ne peuvent tout faire, dit-elle. Sa devise se résume en quelques mots: passion, effort, travail et audace.

Elle est consciente qu'il y a du mécontentement dans le district 1, particulièrement en raison de la vente du camping de Sainte-Véronique. Personnellement, elle n'est pas inconfortable avec l'idée de la vente. Elle croit que le camping peut offrir bien plus qu'il ne le fait présentement. Il y a du potentiel pour le développement et les promoteurs qui vont acheter le site sont prêts à prendre les risques. Ce site est une richesse qui doit profiter à la population.

Les citoyens doivent comprendre qu'ils font partie de la solution et doivent s'engager à y travailler. Aussi, veut-elle mettre en place des groupes de travail, des groupes de réflexion et consulter les gens avant de prendre des décisions. Elle pense qu'on ne doit pas avoir peur de sortir des sentiers battus et d'enrichir nos idées par des discussions ouvertes.

En ce qui concerne la lutte aux changements climatiques, elle affirme que nous y sommes toutes et tous jusqu'au cou. C'est un problème collectif qui demande l'engagement de chaque citoyen. Une seule personne ne peut faire de miracle.

Sur la question de la jeunesse, elle croit qu'en impliquant les jeunes de toutes les façons possibles, incluant au sein du Conseil de la jeunesse pour les 15-25 ans (voir la plate-forme de L'Alliance Citoyenne), on contribuera à les attirer et à les retenir. Les jeunes ont un autre regard sur le monde du travail. Ils sont plus sensibilisés à l'environnement et aux changements climatiques, dit-elle. Elle croit qu'il y a des leçons à tirer des plus jeunes générations. Il existe des leviers pour développer des projets avec les jeunes qu'il nous faut utiliser.

Selon Johanne Thériault, la pénurie de main-d'œuvre est un problème mondial qui n'est pas récent, cependant la pandémie a exacerbé le problème. On assiste présentement à des changements sociaux et organisationnels importants. Rivière-Rouge doit se faire plus accueillante et plus attractive pour les gens issus de l'immigration. L'amélioration de l'offre de

logements constitue une solution. Augmenter les services aux citoyens, offrir des lieux de rencontre informels, soutenir les organismes communautaires, inciter la collaboration entre employeurs sont d'autres solutions. Elle estime aussi que les "jeunes retraités" ont également un rôle à jouer pour résoudre le problème de pénurie de main-d'oeuvre. Avant de quitter leur milieu de travail, les retraités n'ont pas toujours assuré le transfert des connaissances et des compétences. Cette situation a été dommageable tant pour la relève que pour les organisations.

Elle ajoute que le conseil municipal n'est pas responsable de tous les problèmes de Rivière-Rouge. La fermeture de commerces est aussi le résultat de la conjoncture économique mondiale, des cycles à la hausse et à la baisse dans le domaine commercial et du manque de relève.

À la question portant sur l'offre de logements à prix modique, elle estime que la municipalité peut procéder à des appels d'offre pour encourager la construction de bâtiments pour des logements à prix modique. Une organisation sans but lucratif ou une coopérative pourrait prendre en main ce genre de projets.

Nous lui avons demandé quel est le message qu'elle souhaite transmettre aux citoyens de Sainte-Véronique. Elle a répondu qu'elle investira toute sa passion et son amour de Sainte-Véronique dans son travail de conseillère. Elle demande aux citoyens de lui faire confiance et de garder les yeux droits devant. Selon elle, personne n'a le monopole de la meilleure idée et c'est en travaillant ensemble qu'on peut améliorer et accomplir beaucoup de choses.

NDLR: Veuillez noter que le deuxième candidat pour le district 1, Daniel Forget, n'a pas accepté notre invitation à participer à une entrevue.



Les photos et vidéos de ces entrevues ont été fournies gracieusement par Rmédias.

Info@rmédias.ca

District 2 - Robert Lambertz (sortant)



Robert Lambertz a étudié en administration des affaires publiques à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Il a été gestionnaire au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pendant de nombreuses années d'où il s'est retiré en 2009. Il travaille présentement pour l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) à l'aéroport de La Macaza.

L'arrivée de Robert Lambertz dans la région est attribuable à sa découverte du Réservoir Kiamika. Il affirme qu'il a donné plus de 1 200 heures au Parc avant d'y travailler. Il a contribué à la création de l'Association des propriétaires du réservoir Kiamika. Encore aujourd'hui, il continue de faire du bénévolat au Parc régional. Il croit qu'il est important de donner aux autres.

Initialement, il s'est porté acquéreur de quelques terrains et a construit des chalets en bordure du réservoir dont il s'est ensuite départi, conservant uniquement sa résidence personnelle. Il admet volontiers qu'il n'est pas possible pour lui de tenir en place. Il était préoccupé par le développement du Parc Kiamika. "Si tu ne t'occupes pas du territoire, quelqu'un d'autre va le faire. Ou on reste chez soi et on se plaint, ou on se lève et on s'implique", dit-il. Il a donc décidé de s'impliquer. Selon lui, une étude de la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) montre qu'un dollar investit dans le parc génère 15\$ en retombées dans la communauté. Il croit que le Parc régional Kiamika a le potentiel de devenir l'attraction principale de Rivière-Rouge.

Il s'est aussi impliqué avec la Fondation du Centre hospitalier des Laurentides et le Centre de réadaptation des Hautes-Vallées pour des levées de fonds. Il a présenté avec succès sa candidature aux élections municipales de 2017 avec l'équipe de Denis Charette.

Robert Lambertz a voulu répondre à la question sur le style de leadership réservée aux candidats à la mairie parce qu'il croit que des candidats indépendants doivent aussi faire preuve de leadership. Il se dit passionné, audacieux, fonceur. Il ajoute qu'il est rassembleur et croit au leadership consultatif et participatif. Il conclut en disant qu'il est un bon négociateur. Il se lève le matin avec le goût de faire la différence. Au sein du conseil municipal, il participe à une dizaine de comités et est aussi maire-suppléant au besoin.

Robert Lambertz ne prétend pas connaître tous les enjeux du district 2. C'est la raison pour laquelle rencontrer les gens, faire du porte à porte au cours de cette campagne électorale s'avèrent si importants. La moitié du Lac Tibériade se trouve dans le district 2. Le problème du myriophylle à épis, l'entretien des chemins gravellés, le nouveau scrutin par districts sont autant de sujets abordés par les citoyens résidant dans ce secteur. Il explique que la représentation par district facilitera la communication entre les citoyens et le conseil municipal. Le conseiller devient l'agent de liaison en offrant une écoute directe et personnalisée à la population. Il estime que les conseillers doivent également travailler pour l'ensemble de la population sur des enjeux communs. Sur la lutte aux changements climatiques, Robert Lambertz a présenté son Plan Climat. Ce plan comprend plusieurs éléments: une meilleure sensibilisation à la gestion des déchets; la définition de gestes simples et concrets; une nouvelle vision et une stratégie de développement de la ville pour réduire son empreinte carbone; une politique qui encadre l'utilisation des véhicules municipaux; l'augmentation de l'attractivité des espaces verts; la protection des plans d'eau; l'installation de plus de bornes de recharge électrique; l'utilisation d'énergie plus verte; l'installation d'interrupteurs pour les lumières des terrains de tennis; et des excursions éducatives sur l'importance de la biodiversité.

Parlant du Conseil de la jeunesse proposé dans le programme de l'Alliance Citoyenne, il précise que cela permettrait aux jeunes d'aiguiller le conseil municipal vers les projets qui leur sont destinés. Accroître l'offre culturelle, de loisirs et sportive pour retenir les jeunes, rendre nos parcs plus attractifs et plus sécuritaires et stimuler le développement économique pour que les jeunes trouvent leur place sont autant de mesures

proposées pour les attirer et les garder à Rivière-Rouge.

Concernant la pénurie de main-d'œuvre mais aussi la rétention de celle-ci, Robert Lambertz croit qu'il faut se démarquer des autres en se rendant plus attrayant par une plus grande accessibilité aux logements, aux divertissements, aux soins de santé et à l'Internet haute vitesse.

Retenant un extrait de la plate-forme de L'Alliance Citoyenne, il affirme que les mises en chantier, la valeur foncière, les demandes de permis et la démographie sont des indicateurs de performance qui montrent que la ville connaît une effervescence au niveau économique. Il faut continuer de stimuler ces intérêts, faciliter l'arrivée d'immigrants et faire rayonner Rivière-Rouge en identifiant des ambassadeurs qui sauront représenter la ville, dit-il.

À l'instar de ses collègues de l'Alliance Citoyenne, il croit que la construction de nouveaux logements entraînera des déménagements qui augmenteront l'offre de logements plus abordables. Il ajoute que la ville doit encourager les promoteurs à construire aussi des maisons semi-détachées et des mini-maisons.

Le candidat du district 2 explique que si de gros projets sont présentement planifiés à Rivière-Rouge, c'est que la ville a les revenus pour les faire. Le budget de la ville a augmenté de 3 millions de dollars en 4 ans, précise-t-il.

Robert Lambertz demande aux électeurs de lui permettre de terminer les projets en cours de réalisation qui ont été ralentis en raison de la pandémie et de poursuivre avec de nouvelles idées.

District 2 - Pierre Alexandre Morin



Pierre Alexandre Morin est originaire de Laval-des-Rapides. Dès l'âge de 4 ans, il venait régulièrement à Sainte-Véronique au chalet familial. Il dit qu'au cours

de toutes ces années, il a découvert les moeurs locales et tout le potentiel et la richesse de la région. Il a fait des études collégiales en agriculture et en administration, puis a complété un diplôme d'études collégiales en Estimation et évaluation du bâtiment. Alors qu'il était étudiant, il a joint le Club d'entrepreneurs étudiants et l'Association étudiante. En 2003, sa rencontre avec Alain Paquet, élu à l'Assemblée Nationale pour Laval-des-Rapides, lui permet de découvrir les rouages de la politique provinciale. Cette relation qu'il a entretenue avec son "mentor" durera jusqu'à la défaite de ce dernier aux élections provinciales de 2012. Au cours de ces neuf années, Pierre Alexandre Morin participera à la Commission jeunesse, à des commissions politiques et à l'exécutif de la circonscription. Comme il le dit, il a toujours été en arrière-plan, avec sa candidature aux élections municipales, c'est la première fois qu'il est à l'avant-scène. Cette expérience acquise avec Alain Paquet est un bon apprentissage et s'est avérée très enrichissante. Il a acheté le Centre de Rénovation Sainte-Véronique en 2014 et habite ce secteur depuis. La circonscription de Labelle est devenue sa circonscription d'adoption, dit-il. Aujourd'hui, il fait le saut en politique municipale parce qu'il y a des choses qui l'irritent et veut les changer. Il estime qu'en ce moment le conseil municipal est plus fermé qu'un conseil d'administration. Les citoyens doivent devenir propriétaires de l'hôtel de ville. Ils doivent s'identifier à leurs institutions et être en mesure de s'exprimer. Pour lui, la participation citoyenne est primordiale. La ville a beaucoup de potentiel, il y a des obstacles à surmonter mais on a tout ce qu'il faut à portée de la main pour travailler à son développement. Ça va prendre davantage de volonté politique pour atteindre nos objectifs, dit-il. Il faut apprécier ce que nous avons et travailler à améliorer.

Il a identifié plusieurs problématiques dans le district 2 auxquelles il aimerait s'attaquer s'il était élu. D'abord, il souhaiterait que la piste cyclable du Parc Linéaire Le P'tit Train du Nord vienne jusqu'à Sainte-Véronique et qu'une étude de faisabilité soit faite à ce sujet. Le tracé devrait assurer la sécurité des cyclistes et des motoneigistes. En ce moment, la piste passe à L'Annonciation et continue vers Nominingue et le Lac Saguay. La construction de la marina au Lac Tibériade est un autre dossier qui le préoccupe. Il dit que la population n'a pas été bien informée du plan d'implantation de ce projet. Il croit que cette marina

aura une vingtaine d'emplacements qui seront loués aux utilisateurs du camping. Compte tenu du problème du myriophylle à épis déjà présent, cette installation contribuerait à rendre le lac plus malade, selon lui. La priorité devrait être plutôt le quai de débarquement qui demande à être refait. Selon lui, Sainte-Véronique n'aura plus de camping avec la vente à des intérêts privés. Pierre Alexandre Morin estime que le problème des algues bleues dans le Lac Tibériade doit faire l'objet d'analyses pour identifier les causes et régler le problème une fois pour toute. Il aimerait également qu'un plan de protection des terres qui ont un potentiel acéricole soit développé. À son avis, il y a 3 000 entailles potentielles sur le territoire de la ville. Par ailleurs, de nouveaux propriétaires dans le secteur ont un intérêt dans l'agro-foresterie. Avec l'appui d'un agronome, des initiatives qui combinent l'aménagement forestier et l'agriculture en milieu forestier pourraient donner naissance à de petites entreprises, comme pour la culture de la lavande, ou la production de l'eau de bouleau qui a des propriétés pharmaceutiques. Il faut redonner vie à la Société de développement commercial (SDC), dit-il afin qu'elle soit plus proactive dans la mise en place de nouvelles entreprises. Il ajoute que des incitatifs financiers doivent être accordés aux citoyens pour leur permettre de moderniser leurs installations septiques. La réfection de certains chemins, comme le Rang des Cyr et le Chemin du Lac Vert, méritent de l'attention. De façon générale, nos routes sont de bonne qualité, mais il y a des suivis à faire, ajoute-t-il. Il aimerait qu'un programme sports/études pour les jeunes soit mis sur pied et que les jeunes soient consultés sur les futurs projets de développement d'infrastructures sportives et de loisirs. Dans un autre ordre d'idées, il est d'avis qu'une demande devrait parvenir au gouvernement du Québec pour élargir le mandat du Protecteur du citoyen. Ce changement permettrait aux citoyens d'obtenir de l'assistance dans le cas de situations conflictuelles avec une municipalité et permettrait de rétablir l'équilibre dans les rapports de force entre la ville et le citoyen. En ce qui concerne la lutte aux changements climatiques, le candidat du district 2 estime que bien que les grandes lignes d'action pour la réduction des gaz à effet de serre (GES) proviennent du gouvernement provincial, les municipalités ont aussi un rôle à jouer. Par exemple, les villes peuvent faire un

inventaire des émetteurs de GES sur leur territoire. À Rivière-Rouge, le méthane produit par le site d'enfouissement pourrait être récupéré et emmagasiné et pourrait servir à alimenter en énergie des bâtiments ou des serres. La population doit choisir d'investir dans la diminution des GES. Par exemple, les quatre millions de dollars qui seront investis dans la rénovation de l'hôtel de ville pourraient plutôt servir pour combattre les GES, explique-t-il. D'autres stratégies peuvent être soutenues telle que la construction de maisons mieux isolées; augmenter la contribution à des programmes comme Rénoclimat; et encourager l'utilisation de matériaux efficaces énergétiquement. Les heures d'ouverture des écocentres devraient être prolongées et il devrait y avoir une collecte de volumineux par année, dit-il. Nous devons nous adapter aux inondations parce que ce phénomène va continuer, affirme-t-il. La lutte au myriophylle à épis et aux algues bleues font aussi partie des actions visant à contrer les effets des changements climatiques. Certaines villes ont lancé des projets de déméthanisation. Avec la volonté politique des paliers provincial et municipal, on pourrait aussi considérer de mettre en place une initiative semblable.

Au sujet de la jeunesse, Pierre Alexandre Morin parle d'exode. Ça prend davantage de jeunes comme lui qui sont venus s'installer à Rivière-Rouge. Selon lui, il y a eu du laisser-aller à ce sujet. Est-ce qu'on les a consultés et écoutés?, demande-t-il. On construit un terrain de tennis, mais on n'offre pas de formation. Il faut adapter nos décisions aux besoins des jeunes, dit-il. On doit offrir des activités parascolaires, bâtir des infrastructures adaptées à leurs besoins et les soutenir financièrement. Le sentiment d'appartenance se développe au sein d'une équipe sportive représentant la ville, pense-t-il. Il faut intégrer les jeunes pour les garder et s'assurer qu'ils peuvent travailler ici. Sur la pénurie de main-d'oeuvre, il pense que des stratégies à court terme peuvent être adoptées, incluant par exemple l'intégration des jeunes au sein d'entreprises de commerce de détail ou dans le domaine acéricole dans des programmes études-travail. Par ailleurs, le Québec accueille entre 50 et 60 000 immigrants par année. La plupart de ces nouveaux arrivants vont dans les grandes villes. Il faut aller séduire ces gens pour les amener dans de plus petites municipalités.

Concernant le manque de logements à loyer modique, Pierre Alexandre Morin dit qu'une étude du Centre local de développement (CLD) montre que 1600 personnes cherchent un logement sur le territoire de la MRC Antoine-Labelle. Il reconnaît que Rivière-Rouge a de la chance d'avoir des promoteurs intéressés à y investir. Les infrastructures locales sont vieillissantes et, depuis le début de la pandémie, la demande est plus élevée que l'offre. Les maisons qui étaient louées ont été vendues et les personnes qui les habitaient doivent se relocaliser. Selon lui, la situation va se stabiliser après la pandémie. Pour répondre aux besoins de logements à loyer modique, il croit que ça va prendre des promoteurs qui veulent investir et continuer le développement.

Pierre Alexandre Morin souhaite que la population ait une voix forte au sein du conseil et qu'elle croit à la démocratie et aux institutions. Les gens doivent s'exprimer en tout temps. Le 7 novembre, les citoyens doivent se faire entendre. Ils doivent se rapprocher de l'hôtel de ville et je veux les y représenter, conclut-il.

District 3 - Gilbert Therrien



Gilbert Therrien est originaire de Rivière-Rouge. Bien qu'il a étudié à l'extérieur de la région, il a toujours été clair pour lui qu'il y reviendrait. Il a sa ville tatouée sur le coeur, avoue-t-il. Il réfléchissait à se lancer en politique municipale depuis un certain temps, mais conscient que cela demande du temps, il a décidé d'attendre la retraite. Finalement, c'est en 2020 qu'il a joint les rangs des retraités.

Pendant 22 ans, il a travaillé en milieu hospitalier dans le domaine des soins infirmiers, puis il est devenu gestionnaire. Il a donc une bonne expérience de la gestion des fonds publics et insiste sur l'importance d'exercer une gestion rigoureuse de ces fonds. Il est conscient que les enjeux socio-économiques, les

problématiques de santé mentale et la pauvreté sont au cœur de la réalité de la région.

Il a complété une formation à l'Université Laval en optimisation des processus qui l'amène à identifier les causes fondamentales des problèmes en vue de poser des actions à valeur ajoutée et à éviter le gaspillage.

Il se dit un optimiste, même si parfois il entend des commentaires négatifs sur la situation au centre-ville. "Il faut faire attention aux lunettes que nous portons quand nous critiquons, dit-il. Il y a 25 ans, la ville n'était pas développée comme elle l'est maintenant. Il faut continuer de la faire avancer", ajoute-t-il.

S'il est élu conseiller au district 3, il souhaite représenter les résidents du district en tenant des consultations annuelles, en faisant du porte à porte et en communiquant avec les électeurs par téléphone.

Selon lui, les enjeux du district sont à la fois individuels et collectifs. Les questions environnementales relatives aux rives de la rivière et à la circulation sur la rivière, les odeurs nauséabondes émanant du centre d'enfouissement, la protection des eaux et des lacs sont quelques sujets soulevés par les citoyennes et citoyens. Le futur parcours de la route 117 est un autre sujet d'inquiétude.

Sur la lutte aux changements climatiques, Gilbert Therrien croit que la ville doit donner l'exemple et qu'il devrait y avoir une certification pour les municipalités qui se conforment à des standards établis, comme c'est le cas pour les entreprises. Les entreprises de Rivière-Rouge devraient également mettre en oeuvre les standards établis. Il pense que la ville devrait se doter de véhicules électriques au moment de renouveler sa flotte. Plus de bornes de recharge pour les véhicules électriques devraient être installées.

Il estime qu'il est essentiel de protéger les lacs et les cours d'eau compte tenu de leur importance aux niveaux local et régional. Il faut appuyer les associations de lacs là où elles existent. Il se dit préoccupé par les lacs et les plans d'eau qui n'ont pas d'associations.

Sur le sujet de la jeunesse, il explique qu'il faut être à leur écoute pour identifier des moyens de les garder à

Rivière-Rouge. S'il était vrai que les jeunes quittaient la région parce qu'il n'y avait pas d'emplois, ce n'est plus le cas. Nous devons connaître les raisons pourquoi ils ne reviennent pas, dit-il. Les jeunes doivent participer aux décisions qui les concernent.

Concernant la pénurie de main-d'oeuvre, il insiste sur l'identification des besoins. Il faut s'asseoir avec les employeurs pour être en mesure de dire quels types de compétences nous recherchons et ensuite faire nos demandes aux gouvernements provincial et fédéral, précise-t-il. Il ne doit pas y avoir de barrière à l'immigration. Il note que dans bien des cas les minorités visibles qui viennent travailler ici par le biais d'agences de placement, surtout dans le secteur de la santé, ne restent pas. Un guide d'accueil devrait être développé pour faciliter l'intégration des immigrants. Enfin, les municipalités qui réussissent à attirer la main-d'oeuvre peuvent aider à orienter la stratégie de la ville, ajoute-t-il.

Sur le sujet des logements à loyer modique, Gilbert Therrien reconnaît que les logements qui seront construits dans les mois à venir ne seront pas à la portée des familles monoparentales, par exemple, et des personnes à faible revenu. Il estime qu'il faut travailler avec des organismes sans but lucratif et des entrepreneurs pour monter un dossier en faveur de la construction d'édifices à logements à loyer modique. Il faut aussi saisir l'occasion pour bâtir des partenariats et développer un plan d'action qui soit plus complet incluant des places en garderie pour appuyer les femmes qui souhaiteraient se trouver un emploi. Pour lui, avoir un portrait fidèle de la situation basé sur les besoins est essentiel. La responsabilité du conseil municipal, du maire et des conseillers, est un principe important aux yeux de Gilbert Therrien. Créer des alliances et des partenariats, gérer les ressources financières de façon rigoureuse, abandonner une vision en silo et travailler ensemble, appuyer et aider les ressources locales pour mieux répondre aux besoins et assurer le bien-être de la population sont tous des éléments qui résument sa vision en politique municipale.

District 3 - Andrée Rancourt (sortante)



Native de la région de la Beauce, Andrée Rancourt a visité la région de Rivière-Rouge pendant une trentaine d'années comme touriste avant de s'y établir en 2004. Toute sa carrière, elle a été gestionnaire de projets assistant les directeurs de projets dans des chantiers de construction totalisant plusieurs dizaines de millions de dollars. Les municipalités étaient partenaires dans plusieurs de ces projets. Aussi a-t-elle commencé à s'intéresser à la politique municipale. Comme il n'était pas possible pour elle d'assister à toutes les réunions des conseils municipaux, elle lisait les procès-verbaux de toutes les municipalités des MRC des Laurentides et d'Antoine-Labelle. Elle a vite découvert les enjeux de chacune des municipalités et les personnes en poste de responsabilité. Elle a été administratrice du chantier de contournement de la 117 à Labelle et à Rivière-Rouge et à ce titre elle était les "yeux" du ministère des Transports. Pour Andrée Rancourt, consacrer 50 heures par semaine à un chantier est la norme. Elle a tout de même trouvé le temps de s'engager comme citoyenne au sein du Comité consultatif d'urbanisme et d'environnement de la Ville de Rivière-Rouge qu'elle a d'ailleurs présidé. Son objectif était de mieux comprendre la réglementation provinciale et municipale. En 2017, elle a joint l'équipe de Denis Charette et a été élue.

Cette fois-ci elle se présente comme indépendante. Elle explique que la relation avec les personnes de l'Alliance Citoyenne est respectueuse et harmonieuse. C'est au citoyen de déterminer qui va être à la table du conseil, dit-elle. Les alliances doivent se former à l'intérieur du groupe d'élus, pas avant, précise-t-elle. Elle promeut quatre valeurs essentielles au cours de sa campagne: respect, engagement, intégrité et solidarité. Son intérêt pour la politique municipale a grandi au fil des années, mais elle avoue qu'elle a

deux passions dans la vie: la construction et la politique.

Andrée Rancourt croit fermement au dialogue et à l'argumentaire. Pour elle, le travail de recherche en profondeur doit précéder la prise de décision et est garant de l'identification des meilleures solutions. Elle reconnaît que cette démarche peut retarder le processus décisionnel. La communication entre élus et de véritables tours de table pour permettre à ceux-ci de s'exprimer sont des éléments cruciaux pour que la démocratie s'exerce pleinement. Selon elle, les élus doivent posséder plus que du leadership, ils et elles doivent avoir du magnétisme et une grande capacité d'adaptation. Elle croit que l'élection de conseillères et de conseillers ayant des allégeances différentes sera positif pour la population.

Les enjeux du district 3 portent entre autres sur l'élargissement de la 117 et de son parcours ainsi que la protection des lacs et l'utilisation de la rivière à bon escient; ce qui implique que les commerçants suivent la réglementation et les touristes respectent les propriétés riveraines. Elle se dit très préoccupée par l'absence de zones tampons entre les forêts privées et les corridors panoramiques des secteurs de villégiature, incluant les plans d'eau. Cette situation est notable sur le Chemin du Lac Lanthier où selon elle, le paysage n'existe plus. Par ailleurs, elle déplore qu'il n'y ait pas de services d'eau et d'égout dans le parc industriel et pense qu'une nouvelle partie du parc devrait être localisée ailleurs sur le territoire de la ville avec un accès aux services. Puisque la ville est maintenant propriétaire des rues des Mésanges, des Hirondelles et des Merles, des travaux devront être amorcés pour en faire un secteur résidentiel. Enfin, la cohabitation avec des résidences faisant l'objet de location à court terme, alors que les terrains autour du Lac Lanthier sont très petits, est un autre enjeu pour ce district.

Au sujet de la lutte aux changements climatiques, Andrée Rancourt propose l'agriculture biologique de proximité pour le bénéfice de toute la collectivité. Elle aimerait que Rivière-Rouge ait son propre marché public à l'année avec son image de marque et qui ferait la promotion des producteurs locaux. L'engouement pour les serres privées doit être soutenu et encouragé parce que ces serres contribuent à l'autosuffisance alimentaire. Elle propose que chaque commerce affiche un élément en rouge pour renforcer l'image de marque de la ville.

Elle avoue que l'équipe de la "cuvée de 2017" a peu travaillé sur l'attractivité et la rétention des jeunes familles et des jeunes. L'entente avec l'École Le Méandre jusqu'en 2023 qui permet de partager les infrastructures sportives, récréatives et culturelles entre l'école et la ville, et celle avec le Centre de plein air 6 Cantons qui donne accès aux enfants sont un début. Il faudrait maintenant répertorier les catégories d'âges des jeunes, faire l'inventaire du nombre d'étudiants et du nombre de jeunes travailleurs pour déterminer ce que l'on peut faire pour les garder ici ou pour les faire revenir, explique-t-elle. Les moteurs économiques de la ville sont l'hôpital et le pénitencier de La Macaza. Pour que les jeunes restent ici, ils doivent pouvoir travailler. On peut établir un programme de mentorat jeunesse et bâtir des infrastructures sportives et de loisirs. Les parcs ont aussi besoin d'être rénovés. On pourrait établir de petits parcs pour enfants qui embelliraient la ville et seraient appréciés des parents, pense-t-elle. Un aménagement plus dynamique du milieu de vie contribuerait à attirer les jeunes familles et les jeunes. En ce qui touche la pénurie de main-d'œuvre, Andrée Rancourt soutient que la croissance des PME est freinée par les problèmes de recrutement. Le vieillissement de la population n'est pas non plus étranger à cette situation. Elle croit qu'il faut rendre les emplois plus attrayants en offrant de meilleures conditions d'emploi et de meilleurs salaires. Il faut aussi favoriser la conciliation travail/famille, particulièrement dans le domaine de la santé. La mise en place de réseaux de garderies subventionnées est une autre solution. Elle suggère que les employeurs ouvrent la porte aux 55 ans et plus en offrant des conditions plus souples s'adaptant aux besoins de ce groupe d'âge. Inciter les jeunes à suivre des formations dans des secteurs en demande et offrir des programmes de formation à durée variable, comme par exemple 6 mois d'études suivis de 6 mois de travail rémunéré pourraient convenir à certains jeunes.

Andrée Rancourt est d'avis qu'il faut réfléchir et instaurer des incitatifs en partenariat avec le secteur privé pour la construction de logements à loyer modique. Une coopérative d'habitation est une bonne option à considérer. La ville pourrait aussi adopter une réglementation incitant les promoteurs à inclure une proportion des logements construits pour des logements à loyer modique, ajoute-t-elle.

Enfin, elle croit que le conseil devrait réservé une portion du budget de la ville pour financer des projets d'innovation démocratique portés par des citoyens. Ce serait une façon d'engager les citoyens dans des projets qui bénéficieraient à l'ensemble de la population.

Andrée Rancourt affirme sans hésitation que le district 3 est le plus beau district de la ville et qu'il fait bon y vivre. Elle est convaincue d'avoir bien rempli son rôle de conseillère au cours de son premier mandat; les témoignages positifs de résidents en sont la preuve.

District 4 - Alain Otto



Bien qu'il ait été élu sans opposition, Alain Otto a accepté de répondre à nos questions. D'entrée de jeu, il s'est dit surpris et très ému de la confiance de la population qui l'a réélu sans opposition. Il est très heureux du travail accompli au cours des quatre dernières années et veut être à la hauteur des attentes au cours de son deuxième mandat.

Alain Otto est arrivé au Québec il y a maintenant 25 ans. D'origine belge, il voulait s'impliquer dans son nouveau milieu de vie, mais il a dû attendre d'obtenir sa citoyenneté canadienne. Il a été travailleur autonome toute sa vie professionnelle. Tout récemment, il a pris sa retraite pour se consacrer à son rôle de conseiller au sein du conseil municipal.

Parlant des enjeux du district 4, Alain Otto dit qu'il s'agit d'un territoire fragile comptant un grand nombre de lacs; une richesse qu'il faut protéger. Les associations de lacs sont des partenaires de la ville pour en assurer leur protection. Il soutient qu'il y a de beaux et grands projets écologiques et environnementaux qui verront le jour dans ce district qui seront en harmonie et assureront le bien-être de toutes et tous. Le développement et la protection ne sont pas incompatibles, pense-t-il. Si nous avons un plus grand nombre de résidences et de résidents, les

revenus en taxes de la ville augmenteront. Mais il faut faire attention de ne pas faire du développement outre-mesure.

Le Complexe environnemental de la Rouge est situé dans le district 4. Il est fier de la création des deux Écocentres de L'Annonciation et de Sainte-Véronique. Ce sont des tonnes de matières résiduelles qui sont détournées du site d'enfouissement et qui sont recyclées ou réemployées. Compte tenu du succès des écocentres, la ville sera en mesure de déduire entre 10 et 15\$ sur le compte de taxes des citoyennes et citoyens. À titre de membre du Comité de vigilance, Alain Otto est conscient du mécontentement par rapport aux odeurs et aux goélands (une espèce protégée) au site d'enfouissement. Des études sont en cours sur les options d'utilisation du biogaz (méthane) comme source d'énergie par des entreprises à proximité ou encore des serres.

Il veut aussi proposer au prochain conseil d'adopter un règlement qui accorderait une subvention aux acheteurs de véhicule électrique. L'ajout de bornes de recharge électrique devra être fait pour répondre aux besoins de ces véhicules.

Compte tenu du grand nombre de villégiateurs dans ce district, Alain Otto précise que comme contribuables ils ont accès aux mêmes services que les résidents. Ils doivent également recevoir la même attention que les résidents.

Les travaux sur la 117, qui devraient débuter plus tôt que prévu en 2022, est une préoccupation pour plusieurs citoyens, particulièrement au niveau environnemental. Il dit suivre le dossier avec beaucoup d'attention et a des discussions régulièrement avec la députée Chantale Jeannotte à ce sujet.

Retenant les éléments de la plate-forme de l'Alliance Citoyenne concernant la jeunesse, il mentionne l'importance d'améliorer les parcs et les infrastructures sportives, d'augmenter le nombre de places en garderie et en milieu familial en collaboration avec la MRC.

En ce qui concerne la construction d'immeubles locatifs, il précise que Rivière-Rouge est la seule municipalité des 17 de la MRC qui a mis en place des mesures en matière d'habitation. Les incitatifs financiers, sous forme de crédits de taxes, ont encouragé les promoteurs à se lancer dans plusieurs projets. Comme ses collègues de L'Alliance Citoyenne, il croit qu'avec la construction de 80 unités

de logements, incluant les 28 logements sociaux de l'Arc-en-Toit, des logements existants à prix plus abordable vont se libérer pour les personnes à revenus plus modestes.

Alain Otto termine en invitant la population à aller voter en grand nombre. Dans plusieurs pays, les citoyens n'ont pas droit de vote. Nous avons la chance de choisir qui nous représentera, dit-il. Il faut exercer notre droit. Il souhaite que la campagne se déroule dans le respect et soit positive. Aujourd'hui, les personnalités publiques n'ont pas la vie facile, dit-il. Avec les plates-formes de médias sociaux, il est facile de critiquer et de faire circuler la désinformation. Il entend rencontrer les gens chez eux et continuer de communiquer avec eux comme il l'a fait au cours de son premier mandat.

District 5 - Karine Bélisle (sortante)



Karine Bélisle est native de Rivière-Rouge. Elle est la secrétaire de l'École du Méandre. Pendant 5 ans, elle a été impliquée avec l'Opération Nez rouge, puis elle a donné son temps pour la Fondation de l'École du Méandre au sein de laquelle elle a oeuvré pour le projet de réfection de la cour de l'école. Elle souhaitait en faire plus au niveau de la ville. Elle a donc décidé de présenter sa candidature comme conseillère en 2017 et a été élue.

Karine Bélisle estime que le district 5 se caractérise par une diversité sociale, économique et familiale. Les enjeux de son district touchent particulièrement les commerçants, les organismes communautaires et les logements locatifs. À une époque où il est plus facile d'acheter en ligne, il est primordial d'encourager l'achat local et de faire briller nos commerçants locaux, dit-elle. Il nous faut trouver de nouvelles idées et des solutions ensemble. Karine Bélisle siège sur les comités du développement économique et de la Société de développement commercial (SDC).

En ce qui concerne la lutte aux changements climatiques, elle est fière des diverses mesures qui ont déjà été mises en place comme l'installation de lumières DEL à l'aréna et dans les rues de la ville; les camions hybrides de la ville qui fonctionnent au propane et à l'essence; la création des deux écocentres qui ont reçu un accueil enthousiaste d'une grande majorité de la population; et l'installation de compteurs d'eau qui aident à diminuer la consommation. Elle aimerait que tous les restaurants utilisent des contenants et des ustensiles compostables pour les mets à emporter; que l'achat de produits en vrac offerts dans les boutiques Sensorielle et La Bohémienne devienne la norme; que l'on pense davantage à des modes de transport plus verts comme le co-voiturage et la bicyclette et pourquoi pas se déplacer à pied. Les technologies vertes devraient aussi être plus largement utilisées.

Karine Bélisle estime que pour garder les jeunes ici, il faut les impliquer au sein de comités. Un sondage est présentement mené pour connaître quelles activités sportives et de loisirs et quelles infrastructures devraient être mises en place. Les informations recueillies vont aider à attirer les jeunes. Ceux du secondaire 4 et 5 vont étudier à Mont-Laurier, ce qui n'aide pas à les garder à Rivière-Rouge. Karine Bélisle explique qu'on pourrait reconSIDéRer accueillir ces niveaux ici, mais le manque de personnel tant enseignant que de soutien, le manque d'espace à l'école et les effectifs scolaires réduits compte tenu des familles plus petites sont des obstacles à un tel projet.

Pour contrer la pénurie de main-d'oeuvre, Karine Bélisle estime que des organismes, comme Zone Emploi, jouent un rôle de premier plan. Il est important de diffuser largement les offres d'emploi. Elle ajoute que la construction de logements et l'augmentation du nombre de places en garderie vont aider à combler les nombreux postes vacants sur le territoire de la ville.

Nous avons trois écoles à Rivière-Rouge, dit-elle, ce sont de belles infrastructures que nous devons faire connaître aux gens qui seraient susceptibles de s'installer ici.

À propos du besoin de logements à loyer modique, Karine Bélisle indique qu'il existe le HLM Habitat Métis du Nord. Cependant, pour offrir davantage de logements de ce type, il faut attirer les promoteurs en

offrant des incitatifs financiers et en faisait connaître les subventions gouvernementales disponibles.

La candidate sortante du district 5 tient à féliciter tous les candidats. Le monde municipal est un beau monde, affirme-t-elle. Elle souhaite que la campagne se déroule sur une note positive; nous avons eu notre lot de négativité avec la pandémie, ajoute-t-elle. Karine Bélisle est optimiste face à l'avenir. Elle a une grande confiance dans la jeunesse. Elle croit que la création de districts la rapprochera des citoyens, et que bien qu'elle souhaite représenter la population du district 5, elle a l'intention de s'impliquer pour toute la ville.

District 5 - Claude Paradis



Claude Paradis est né à Rivière-Rouge et a travaillé 40 ans à l'hôpital comme préposé aux bénéficiaires. Il a été pompier volontaire pendant 42 ans et l'est toujours. Il a été président de la fabrique de l'église dans les années 80 puis a été marguiller. Alors que Villa Cartier était en construction, il a surveillé les travaux bénévolement. Il est encore bénévole auprès des personnes âgées de cette institution. En 2017, il a été candidat dans l'équipe de la mairesse sortante Déborah Bélanger. Comme conseiller, il veut représenter les citoyens et donner l'information juste à la table du conseil.

Il s'inquiète du manque de relève, particulièrement chez les pompiers volontaires. Il est difficile de recruter les plus jeunes. Il se souvient d'avoir appris beaucoup des plus vieux quand il a débuté comme pompier volontaire.

Selon lui, les enjeux du district 5 portent, entre autres, sur l'accueil aux nouveaux citoyens et aux nouvelles familles qui s'installent à Rivière-Rouge et à qui la ville n'offre pas suffisamment de services. Il pense qu'on doit avoir le pouls de ces gens et pour ça il faut

pouvoir les identifier. Par exemple, le parc sur la rue Labelle a un urgent besoin de jeux et de balançoires pour les enfants.

Il veut aussi rencontrer tous les propriétaires des commerces et aller chercher des idées nouvelles pour leur venir en aide. La ville doit appuyer les commerçants locaux pour faire revivre la région, pense-t-il. Il ne croit pas que de grosses industries s'établiront à Rivière-Rouge.

En ce qui touche les logements, il s'inquiète que les nouveaux en voie de construction ne soient pas abordables pour les personnes âgées. Beaucoup de logements sont peu salubres et nécessitent des rénovations qui feront augmenter les prix des loyers mensuels, pense-t-il. Claude Paradis est très préoccupé par les personnes démunies, seules et laissées à elles-mêmes. Sa priorité, c'est le bien-être des gens.

Sur le sujet de la lutte aux changements climatiques, il dit qu'il faut arrêter la déforestation et que la coupe du bois doit être mieux contrôlée. Il est d'avis qu'il faut sensibiliser les gens à l'importance des forêts et des lacs. Il croit que la patrouille nautique a un rôle à jouer pour la protection de l'environnement et la sécurité sur l'eau.

La pandémie n'a pas aidé la pénurie de main-d'oeuvre, dit-il. Il faut insister auprès des jeunes pour qu'ils reviennent ou restent ici. Il croit que les salaires sont peut-être un problème. À titre d'exemple, il explique que puisque Villa Cartier est une institution semi-privée, les employés ne peuvent recevoir d'augmentations sans que cela ait un impact sur les loyers des résidents. Par ailleurs, certains emplois ne sont pas payants. Pour aider les jeunes, il propose de les appuyer dans le démarrage de projets ou d'entreprises, comme par exemple pour une boutique de fleurs. Pour combler les besoins de main-d'oeuvre, peut-être doit-on aussi considérer les semi-retraités, certains pourraient même accepter de faire du bénévolat, propose-t-il. Il faut impliquer la population et reprendre le dialogue. La COVID nous a isolé. Selon lui, il n'y a pas de doute qu'on est plus fort en groupe. Claude Paradis veut écouter les citoyens, il veut être sur le terrain et travailler avec eux. Il veut découvrir des talents locaux et être disponible, particulièrement pour les personnes qui sont isolées. Il veut établir le contact avec la population et être constructif. Quand on s'isole, il n'y a plus rien qui se fait. Il souhaite aussi que la population soit davantage consultée.

District 6 - Denis Brabant (sortant)



Denis Brabant a vu le jour à Rivière-Rouge où il a fait ses études puis, comme c'est la pratique, les a terminées à Mont-Laurier. Il a été laitier au niveau commercial pendant 10 ans. En 2002, Yvon Raymond, propriétaire de l'épicerie IGA a communiqué avec lui pour lui offrir le poste de gérant. Denis Brabant gère le Marché Raymond depuis ce temps.

Son arrivée dans le monde de la politique municipale est survenue en 2017 quand son ami, Denis Charette, lui a offert de joindre son équipe. Denis Brabant n'a pas hésité très longtemps et a décidé de faire le saut en briguant les suffrages au poste de conseiller.

Parlant du district 6, Denis Brabant dit qu'il s'agit essentiellement d'un secteur résidentiel habité par des familles. Les enjeux se trouvent particulièrement au niveau des parcs, des loisirs et des sports. Selon lui, les parcs ont besoin d'être rafraîchis et modernisés. Pour que l'aréna s'anime comme dans le passé, il faudrait trouver des bénévoles prêts à s'engager pour gérer des ligues mineures de hockey. Les coûts associés à la mise en place d'équipes sont très élevés. Les solutions ne sont pas évidentes pour ramener les jeunes dans cette enceinte, pense-t-il. Ils ont plus d'opportunités de faire autre chose, par exemple, ils peuvent aller faire du ski quand ils en ont envie. Heureusement, dit-il, le hockey pour les adultes reprend lentement depuis le début de la pandémie.

En ce qui concerne la lutte aux changements climatiques, Denis Brabant reprend les idées de la plate-forme de L'Alliance Citoyenne, en insistant sur l'importance des écocentres, celui de l'Annonciation se trouvant dans le district 6. Il mentionne aussi le nombre de bornes de recharge électrique qui devrait augmenter, l'achat de véhicules électriques pour la ville et les lumières de rue et de l'aréna à DEL qui permet de faire des économies importantes d'énergie.

À la question concernant la rétention de la jeunesse et l'arrivée de jeunes familles, Denis Brabant mentionne le besoin d'offrir plus de logements, d'améliorer la qualité du parc de logements existants et d'établir des garderies. En ce qui concerne les sports, il avance l'idée d'engager une personne qui pourrait être responsable de développer le soccer, le football et le hockey au sein de la ville. Porter un chandail d'une équipe sportive à l'effigie de Rivière-Rouge est un excellent moyen de développer le sentiment d'appartenance, dit-il.

Dans son travail à l'épicerie IGA, Denis Brabant vit concrètement tous les jours le problème de pénurie de main-d'oeuvre. Il affirme que la Prestation canadienne d'urgence (PCU) offerte depuis le début de la pandémie n'aide pas la situation, mais pire encore est le comportement irrespectueux de certains clients. Des employés qui accumulaient de nombreuses années au sein de l'entreprise ont quitté leur emploi en raison du comportement inacceptable de clients frustrés par les mesures sanitaires imposées dans les commerces. Aujourd'hui, les commis cumulent plusieurs fonctions dû au manque de main-d'oeuvre. Les étudiants nous ont sauvé la vie cet été, affirme-t-il. "On embauche même des jeunes de 14 ans les fins de semaine pour être en mesure de donner un répit aux employés permanents. Les personnes retraitées qui sont prêtes à travailler, même à temps partiel, sont recrutées sur le champ", dit-il.

À la question portant sur le manque de logements à loyer modique, Denis Brabant admet que ce dossier mérite plus d'attention. Bien que certains locataires libéreront leurs logements actuels pour déménager dans les nouveaux logements en voie de construction, il reconnaît que les propriétaires pourraient en profiter pour augmenter les loyers des logements existants. Nous ne sommes pas à l'abri de cette situation, affirme-t-il. Selon lui, la construction de logements à loyer modique pourrait être confiée à des organismes ou des coopératives qui s'assureraient de leur auto-suffisance pour qu'il n'y ait pas de coût pour les citoyens.

Denis Brabant se dit prêt à s'investir dans son deuxième mandat avec le même engagement qu'au cours du premier. Il précise qu'il a été présent à toutes les séances du conseil, sauf lorsqu'il était en vacances. Il souhaite représenter adéquatement la population du district 6 et continuer de participer à

divers comités comme ceux de la voirie, des finances et des ressources humaines.

District 6 - Sébastien Bazinet



Sébastien Bazinet est fier de dire qu'il est venu au monde à l'hôpital de L'Annonciation. Il a fait ses études primaires et secondaires à l'École du Méandre et a complété son secondaire à l'École Saint-Joseph de Mont-Laurier. Il a ensuite fait des études en génie électrique et en informatique au Collège Lionel-Groulx de Sainte-Thérèse. Pendant trois ans durant la période estivale, il a travaillé comme étudiant à l'établissement de La Macaza. Alors que le monde entier s'inquiétait du passage informatique à l'an 2000, Sébastien Bazinet travaillait sur le bug du millénaire chez Intrawest. En 2001, il rejoignait la Commission scolaire Pierre-Neveu, aujourd'hui le Centre de services scolaires des Hautes-Laurentides, comme technicien informatique. Il y travaille toujours. Il représente le personnel de soutien sur le conseil d'établissement de l'École du Méandre et est un membre élu au conseil d'administration du Centre de services scolaires représentant également le personnel de soutien. Il a aussi enseigné l'informatique aux aînés au Centre L'Impact.

Sébastien Bazinet est impliqué en politique provinciale depuis 2012 et est membre de l'exécutif d'un parti politique fédéral depuis 2018. Il se lance en politique municipale dans l'espoir de freiner le déclin économique de la ville, mais aussi le déclin des effectifs scolaires. Selon lui, le nombre d'élèves a diminué de 66% en près de 20 ans. Il a produit une vidéo de 10 minutes à partir de photos d'archives montrant le déclin de la ville.

Son implication au sein du conseil de ville permettrait d'intégrer davantage les technologies dans la gestion de la ville. Il voudrait poursuivre l'étalement de

l'Internet haute vitesse sur le territoire afin d'amener de nouveaux joueurs au niveau économique. L'industrie touristique est saisonnière et limitée, dit-il. Il faut pouvoir diversifier l'économie locale. Nous avons l'espace, l'accès à l'électricité et à l'Internet, nous pourrions accueillir une centre de données de Google ou un entrepôt d'Amazon ou encore un site de minage de cryptomonnaie, explique-t-il.

Parmi les enjeux touchant le district 6, Sébastien Bazinet note la baisse importante d'activités à l'aréna attribuable en grande partie à l'absence de hockey mineur. La relance des activités sportives et la redéfinition du mandat de la gestion de l'aréna sont à son avis des actions majeures à entreprendre dans ce district. Il veut aussi s'assurer qu'il n'y ait pas de bris de services au Centre de services de Rivière-Rouge; l'hôpital étant un pôle d'attraction pour les nouveaux arrivants. En ce qui touche les commerçants, il croit que le service d'urbanisme de la ville doit assouplir ses règles à leur égard.

Pour accroître l'offre culturelle, Sébastien Bazinet nous informe que la Fondation de l'École du Méandre songe à bâtir un mini-auditorium de 250 places que les élèves utiliseraient le jour. Cet espace pourrait être utilisé en soirée comme salle de spectacle ou comme lieu de rassemblement.

À propos de la lutte aux changements climatiques, il dit que c'est un dossier primordial et que nous devons tous faire notre part. Il suggère de construire des bâtiments en bois, d'utiliser l'énergie solaire et des systèmes de récupération de chaleur. En plus de l'électrification des véhicules de service, il propose d'accroître le transport en commun électrique, de continuer l'implantation de bornes de recharge pour les voitures électriques et d'encourager l'achat local pour réduire notre empreinte carbone. Cependant, il partage l'avis de certains autres candidats que la collecte des bacs noirs devrait se faire deux fois par mois plutôt qu'une seule fois pour éviter l'apparition de mini-dépotoirs. Il croit aussi qu'il devrait y avoir une collecte de volumineux par année.

Sur le dossier de la jeunesse, il estime qu'on devrait faire un suivi avec les finissants pour savoir où ils se dirigent après leurs études secondaires. On pourrait aussi mettre en place une banque de stages locaux avec les CEGEP et les universités. Créer un pôle éducatif à Rivière-Rouge du genre clinique-école permettrait d'attirer des jeunes d'ici et d'ailleurs.

Selon Sébastien Bazinet, ça prend un joueur majeur ou une bougie d'allumage pour faire changer les choses. Nous avons l'espace physique pour bâtir une école secondaire, mais il faut d'abord augmenter la population en amenant de nouveaux acteurs sur le plan économique.

En ce qui concerne la pénurie de main-d'œuvre, il espère que la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et la Prestation canadienne de la relance économique (PCRE) prendront fin. On doit aussi espérer le remaniement de la Loi sur l'immigration du Québec qui encourage l'immigration sélective. Il propose d'établir une liste des emplois recherchés. On pourra attirer les gens de l'extérieur mais aussi garder les citoyens d'ici qui seraient tentés de déménager à Mont-Tremblant parce qu'il y a une vie après le travail. Il ajoute qu'un comité de séduction pourrait aller écumer les salons de l'emploi.

Au sujet des logements à loyer modique, le plan de Sébastien Bazinet se déploie en trois étapes: 1- réaliser un état des lieux en faisant un inventaire du parc immobilier actuel; 2- définir tous nos besoins à partir de l'information recueillie; 3- définir les besoins pour des logements à prix modique. Dans tous les cas, les entrepreneurs locaux doivent être favorisés. Il fait une mise en garde à l'effet d'éviter une surchauffe du taux de taxation.

Sébastien Bazinet souhaite que les électeurs du district 6 sachent qu'il offre une option différente avec la voix d'un véritable candidat indépendant. Pendant 4 ans, le gouvernement municipal était monolithique, selon lui. Il n'y a pas eu de débat public ou de consultation. Sa vision du conseil est toute autre. Pour lui, le patron ce n'est pas le maire, c'est le citoyen.

Le vote par anticipation est le 31 octobre

de 9h30 à 20h

Le 7 novembre,

les bureaux de vote sont ouverts de 9h30 à 20h

On vote:

À la Salle Sainte-Véronique
1841 Boul. Fernand-Lafontaine
ou

Au Centre sportif et culturel de la
Vallée de la Rouge
1550, Chemin du Rapide

Derrière la caméra



Remerciements

Nous tenons à remercier Anna-Kim Pagé-Cornforth, technicienne en développement économique et récréotouristique à la Ville de Rivière-Rouge pour son aide précieuse pour la réservation des salles. Un remerciement va également à Ghislain Dion et à Patrick Morin du Centre sportif et culturel de la Vallée de la Rouge pour leur disponibilité et leur aide dans la préparation des salles pour les entrevues avec les candidates et candidats.



*Cette édition sur les élections municipales est commanditée par Tim Hortons,
2139 Rue L'Annonciation Sud,
Rivière-Rouge, QC J0T 1T0
Le Comité des Citoyens remercie Pierre Bousquet pour son appui.*



La Pause Café est un journal citoyen qui vise à informer la population de la Ville de Rivière-Rouge et de la Vallée de la Rouge.

Rédaction: Pauline Dugré, **Photos:** Sidney Jervis

Pour de l'information, pour des suggestions ou pour apparaître dans La Pause Café, contactez

René Nantel : 438.393.2923 ou Pauline Dugré : 819.341.1012

NDLR: Les commentaires exprimés dans ce journal ne correspondent pas nécessairement avec les vues du Comité des Citoyens de Rivière-Rouge.



Pour nous suivre sur Facebook: @comitecitoyensrr <https://www.facebook.com/comitecitoyensrr>

Consulter notre site Web: <https://comitecitoyensrr.org/> **courriel:** comitecitoyensrr@gmail.com

Par la poste: Comité des Citoyens de Rivière-Rouge, 1599, chemin Lacoste, Rivière-Rouge, QC, J0T 1T0

Clipart par www.vectorportal.com creative commons.